



Protection de captages dans la Nièvre

Qui fait quoi ?

➤ Gérer les usages et protéger la ressource en eau

Une interaction entre acteurs et territoires

L'eau est un bien commun indispensable à la vie. En Bourgogne, de nombreuses ressources en eau sont affectées par les pollutions, qu'il s'agisse de nitrates ou de pesticides. L'exposition potentielle des populations à des risques sanitaires interroge la responsabilité des collectivités. A l'échelle d'un territoire, la préservation de la ressource en eau est l'affaire de tous. Chaque niveau de collectivité territoriale est concerné : échelon communal, regroupement de communes, département, région. Sont également impliquées les structures publiques de la gestion collective : syndicats de production d'eau potable, syndicats mixtes, établissement public territorial de bassin (EPTB), structures porteuses de schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE)... Les programmes de protection de la ressource sont encadrés par les services de l'Etat et les agences de l'eau. Ils visent l'atteinte du bon état, tel que défini par l'Union européenne dans la directive cadre européenne sur l'eau (DCE).

Les structures d'alimentation en eau potable

Les syndicats communaux ou intercommunaux et les structures d'alimentation en eau potable sont des acteurs importants de la protection de captages du territoire : ils portent le projet de protection et organisent la concertation entre les acteurs du territoire et les institutions. A Prémery, ce rôle est tenu par le Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable et d'assainissement (SIAEPA). L'engagement des élus est une des clés de la réussite de tels projets.

➤ Assurer la cohérence des actions de l'amont à l'aval

Les agences de l'eau

Les agences de l'eau accompagnent financièrement les collectivités notamment dans leurs actions en faveur de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques. En déployant des moyens financiers et des outils d'expertise adaptés, elles s'assurent du bon déroulement du schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau (SDAGE). Celui-ci définit les orientations pluriannuelles (6 ans) de la protection et de la gestion des ressources à l'échelle du grand bassin hydrographique : Rhône-Méditerranée-Corse, Loire-Bretagne et Seine-Normandie pour les trois grands bassins hydrographiques qui couvrent la Bourgogne. Les agences s'assurent que les programmes d'actions mis en place à l'échelle des bassins versants sont menés en cohérence avec les programmes de mesures associés au SDAGE.

Elles impulsent une politique d'aménagement et de gestion des eaux dans le cadre des SAGE, déclinaisons locales du SDAGE, et initient des démarches concertées en faveur de la gestion de l'eau (contrats de milieux aux échelles diverses : bassins, nappes...) ainsi que des outils spécifiques (contrats globaux pour l'AESN et contrats territoriaux pour l'AELB).

Contact des chargés de mission des agences de l'eau :

Aymeric Dupont, AELB aymeric.dupont@eau-loire-bretagne.fr

Stéphane de Wever, AERMC stephane.dewever@eaurmc.fr

Sophie Morvannic, AESN morvannic.sophie@aesn.fr



➤ Protéger la santé des populations et l'environnement : les services de l'Etat

Les directions régionales

L'Agence régionale de la santé (ARS) est chargée de définir et mettre en œuvre la politique régionale de santé, en coordination avec les partenaires de ses territoires et en réponse aux besoins de santé de la population. Les actions en faveur de la protection de la ressource en eau sont définies dans le cadre de son plan régional santé environnement (PRSE).

Contact : Bruno Maestri, responsable adjoint du département Prévention et gestion des risques et des alertes sanitaires - santé environnement

bruno.maestri@sante.gouv.fr



Le service Ressources et patrimoine naturels / groupe Eau et milieux aquatiques de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) a en charge le respect des politiques de l'eau définies notamment dans le cadre de la DCE et déclinées par l'Etat français. Il coordonne l'action des services de l'Etat et de ses établissements publics et participe aux suivis des états qualitatifs et quantitatifs des eaux souterraines et superficielles en vue d'évaluer l'atteinte de leur bon état.

Contact :

Agnès Mangin-Philippe, chargée de mission Pollutions diffuses

agnes.mangin@developpement-durable.gouv.fr

Le Service régional de l'alimentation (SRAL) à la Direction régionale de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt (DRAAF), en collaboration avec la Chambre régionale d'agriculture de Bourgogne (CRAB), pilote le plan Ecophyto 2018 pour la Bourgogne et en coordonne les actions. Ce plan, issu du Grenelle de l'environnement, a pour ambition de réduire l'usage des pesticides agricoles et non agricoles.

Contacts :

Daphné Le Lay, chef de projet régional Ecophyto 2018

daphne.lelay@agriculture.gouv.fr

Céline Buche, animatrice Ecophyto

celine.buche@bourgogne.chambagri.fr



Les directions départementales

L'ARS-DT (délégation territoriale de l'Agence de la santé), propose un accompagnement technique lors de l'instruction du dossier de DUP. Elle vérifie que les normes sanitaires des eaux distribuées sont respectées. En cas de dépassement des limites réglementaires, elle alerte les collectivités, puis les incite à mettre en œuvre des actions efficaces de protection de la population. En dernier recours, elle peut décider de la fermeture d'un captage lorsque le niveau de concentration d'un paramètre n'est pas compatible avec la réglementation et qu'aucune disposition n'a été prise pour y remédier.

Contact :

Bruno Verrain, ingénieur santé

bruno.verrain@ars.sante.fr



La Direction départementale des territoires de la Nièvre (DDT 58) intervient par l'intermédiaire de ses différents services : le service Eau, forêt et biodiversité gère administrativement les dossiers des captages prioritaires (Grenelle et SDAGE) et, à ce titre, se charge de la rédaction et de la mise en œuvre des arrêtés préfectoraux de la démarche zones soumises à contraintes environnementales (ZSCE). Il participe donc à la définition des BAC et accompagne les maîtres d'ouvrage tout au long des différentes phases de l'étude et tout particulièrement dans la définition du programme d'actions. Il exerce également une mission de police de l'eau. Le service Economie agricole instruit les dossiers d'aides des mesures agricoles.

Contact :

Corinne Mauvy, chargée de mission Captages prioritaires

corinne.mauvy@nievre.gouv.fr



➤ Initier et coordonner les actions sur les captages

La chambre d'agriculture de la Nièvre

Dans le cadre des projets de protection des aires d'alimentation de captages, le service Culture élevage environnement de la Chambre d'agriculture de la Nièvre accompagne les agriculteurs pour la mise en œuvre d'actions en faveur de la protection de la qualité de l'eau. Il peut également intervenir comme prestataire pour la réalisation du diagnostic territorial des pressions d'origine agricole, l'élaboration du programme d'actions du bassin d'alimentation de captage (BAC) et l'animation d'actions de ce programme. Ceci en concertation et partenariat avec l'ensemble des acteurs du territoire (services de l'Etat, Agence de l'eau, collectivités territoriales, agriculteurs, conseillers techniques des organismes économiques...) afin de garantir la cohérence des actions au regard des enjeux spécifiques au territoire considéré, et suivant le cadre réglementaire et les différents niveaux de dispositifs contractuels existants.

Contact : Céline Beauvois, chargée d'études Agronomie environnement
celine.beauvois@nievre.chambagri.fr



La Fédération régionale de défense contre les organismes nuisibles (FREDON)

La FREDON Bourgogne accompagne les collectivités et les conseille pour réduire l'usage des produits phytosanitaires. Elle évalue les risques induits par l'utilisation de ces produits et met en place des actions permettant de limiter leur utilisation en zones non agricoles (diagnostic des pratiques, formation des applicateurs, plan de désherbage communal et préconisations). Elle intervient également dans la mise en place d'une gestion différenciée des espaces verts et aide les collectivités dans la recherche de solutions de désherbage alternatif.

Contact : Frédéric Augier, chargé d'études Environnement
f-augier@fredon-bourgogne.com



Le Service d'éco-développement agrobiologique et rural de Bourgogne (SEDARB)

Le SEDARB accompagne les collectivités pour intégrer l'agriculture bio dans leur démarche de protection de l'eau. Il élabore et anime des programmes d'actions à destination des agriculteurs (sensibilisation aux techniques agrobiologiques, accompagnement technique et administratif à la conversion...) et du grand public. Ayant à cœur de transformer une nécessité environnementale en opportunité territoriale, le SEDARB propose des projets globaux qui mettent l'agriculture au service du territoire (développement de la consommation de proximité, des circuits courts...).

Contacts :

Sarah Hassan, animatrice Protection de l'eau et agriculture biologique

sarah.hassan@sedarb.org

Laurent Barle, animateur départemental du Sedarb, pour le groupement des AgroBiologistes de la Nièvre
laurent.barle@sedarb.org



Les structures porteuses de SAGE ou de contrat de milieux

Le SAGE est un document élaboré autour d'un projet de gestion concertée de l'eau par les acteurs locaux (élus, usagers, associations, représentants de l'Etat...) réunis au sein de la commission locale de l'eau (CLE). Il doit être compatible avec le SDAGE. Le contrat de milieu (généralement contrat de rivière, mais également de lac ou de nappe) est un outil à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente. Issu d'un accord entre les acteurs intéressés, il permet la réalisation d'un programme d'actions volontaires. Il peut venir en déclinaison du SAGE. L'animateur du SAGE ou du contrat de rivière a pour mission d'organiser la gestion concertée entre tous les acteurs de l'eau du bassin versant concerné.

Contacts : Magali Boudeau, animatrice Bassin versant de la rivière Nièvre, Communauté de communes entre Nièvres et Forêts

m.boudeau@cc-nievres-forets.com

Clémentine Lévi, chargée de mission Contrat de rivières, Pays Bourgogne Nivernaise
clementine.levi@bourgogne-nivernaise.com



➤ L'accompagnement par le département et la Région

Le Conseil régional de Bourgogne

La réduction des pesticides est un des axes majeurs de la politique environnementale du Conseil régional de Bourgogne. Dans ce cadre, il propose une diversité d'interventions allant de la délégation de maîtrise d'ouvrage (dans le cadre strict de l'opération « Objectif zéro pesticide dans ma ville ou mon village », maintenant close, 76 communes de Bourgogne ont été concernées) à l'assistance financière des collectivités : subvention pour la réalisation de plan de désherbage et de gestion différenciée des espaces publics, aides à l'investissement matériel ...

Contact : Antoine Werochowski, chargé de mission Eau
awerochowski@cr-bourgogne.fr



Le Conseil général de la Nièvre

Le Conseil général de la Nièvre, avec son service de l'eau, apporte un appui technique aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) dans leurs projets liés à l'adduction d'eau potable, notamment au regard de la protection de la ressource en eau.

Des aides financières peuvent être apportées pour la mise en place des périmètres de protection de captage. Le Conseil général travaille actuellement à la mise en place d'une politique globale de l'eau pour sa préservation et sa valorisation à travers la définition d'une charte de l'eau.

Contact : François Thomas, pôle Économie & environnement / service de l'eau
sde@cg58.fr



Les établissements publics territoriaux de bassin (EPTB)

Les EPTB sont des syndicats mixtes regroupant les Régions, départements et agglomérations du bassin hydrographique. La Bourgogne bénéficie de trois établissements : l'EPTB Seine Grands Lacs sur le bassin de Seine-Normandie, l'Etablissement public Loire sur le bassin Loire-Bretagne et l'EPTB Saône-Doubs sur le bassin Rhône-Méditerranée. Ils ont vocation à définir et impulser des projets et des programmes d'aménagement et de gestion dans les domaines des inondations, des milieux aquatiques et de la ressource en eau.

La société d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer)

Les Safer jouent un rôle majeur dans l'aménagement du territoire rural à travers des études qu'elles mènent et jusqu'à la réalisation d'opérations foncières. Les trois grandes missions d'une Safer sont :

- dynamiser l'agriculture et les espaces forestiers, favoriser l'installation des jeunes,
- protéger l'environnement, les paysages et les ressources naturelles,
- accompagner le développement de l'économie locale.

Contact : Jacky Lièvre, directeur de la Safer de la Nièvre
j.lievre@saferbfc.com



Cette fiche pratique a été réalisée par Alterre Bourgogne dans le cadre des travaux régionaux menés sur la protection des captages, avec la participation financière des agences de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, Loire-Bretagne et Seine-Normandie, de l'ARS et de la DREAL Bourgogne.

Contact : Hélène Toussaint h.toussaint@alterre-bourgogne.org

